

BULLETIN OFFICIEL DES ARMÉES



Édition Chronologique n° 36 du 13 août 2015

PARTIE PERMANENTE

Armée de l'air

Texte 9

INSTRUCTION N° 3318/DEF/DRH-AA/EETAA

portant règlement intérieur de l'école d'enseignement technique de l'armée de l'air.

Du 31 juillet 2015

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES DE L'ARMÉE DE L'AIR : *commandement de l'école d'enseignement technique de l'armée de l'air.*

INSTRUCTION N° 3318/DEF/DRH-AA/EETAA portant règlement intérieur de l'école d'enseignement technique de l'armée de l'air.

Du 31 juillet 2015

NOR D E F L 1 5 5 1 3 7 2 J

Références :

Code de la défense - Partie réglementaire IV. Le personnel militaire.

Décret n° 2008-936 du 12 septembre 2008 (JO n° 216 du 16 septembre 2008, texte n° 18 ; signalé au BOC 40/2008 ; BOEM 751.1, 777.2.1) modifié.

Texte abrogé :

À compter du 29 août 2015 : Instruction n° 22461/DEF/DRH-AA/EM/ESOM du 5 août 2009 (BOC N° 29 du 12 août 2009, texte 8 ; BOEM 777.2.1).

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 777.2.1

Référence de publication : BOC n° 36 du 13 août 2015, texte 9.

Préambule.

La présente instruction fixe le règlement intérieur applicable à tous les élèves de l'école d'enseignement technique de l'armée de l'air 722 (EETAA) de Saintes.

1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

L'EETAA est une formation administrative qui regroupe l'ensemble des unités de formation du site. Elle est située dans la zone de responsabilité de la base de défense de Rochefort-Cognac.

Le commandant de l'EETAA est un officier du grade de colonel, hiérarchiquement subordonné au directeur des ressources humaines de l'armée de l'air et relève fonctionnellement du sous-directeur « emploi formation ».

L'EETAA est chargée d'assurer l'enseignement scolaire du second degré et une formation militaire préparant les élèves techniciens (ET) à occuper un emploi de sous-officier, d'officier marinier ou de militaire du rang.

Hiérarchiquement subordonnés au commandant de l'EETAA, le commandant des escadrons de formation et le proviseur (directeur des études) sont chargés de l'éducation militaire et de la formation académique des ET.

Le commandant des escadrons de formation est responsable de l'encadrement et de l'éducation militaire des élèves. Il assure la direction des escadrons de formation. Il est assisté de deux commandants d'escadron (le plus ancien assurant les fonctions d'adjoint) et d'éducateurs.

Le proviseur (directeur des études) est chargé du déroulement, de l'évolution et du contrôle de l'enseignement général, technique et professionnel. Il est garant, auprès de l'éducation nationale, de la conformité des cours dispensés au sein de l'école.

2. ORGANISATION DE LA SCOLARITÉ.

La formation et l'éducation militaire dispensées du lundi au dimanche inclus, permettent aux ET d'acquérir les qualités morales et physiques exigées pour le métier de militaire, les connaissances militaires élémentaires, ainsi que le niveau de connaissances pour l'instruction générale et technique requis pour l'obtention du :

- baccalauréat général, technologique ou professionnel, diplôme indispensable pour être admis dans une des spécialités de préférence techniques, du corps des sous-officiers ;
- certificat d'aptitude professionnelle (CAP) pour les élèves admis dans un cursus les préparant à occuper un emploi spécialisé de militaire du rang.

Dispensée par des cadres de l'EETAA et de l'escadron de formation militaire (EFM) de Rochefort, l'instruction militaire se déroule en six phases et se décompose de la manière suivante :

- les trois premières phases ont pour objectif de dispenser la formation militaire initiale permettant d'obtenir à la fin de la première année de scolarité :
 - le certificat d'aptitude militaire (CAM) pour les élèves admis dans le cursus de formation sous-officier ou officier marinier, dès lors que les résultats obtenus sont conformes à la moyenne générale exigée, soit 12/20. Un seul redoublement est autorisé ;
 - le certificat militaire élémentaire (CME) pour les élèves admis dans le cursus de formation militaire du rang, dès lors que les résultats obtenus sont conformes à la moyenne générale exigée, soit 10/20. Un seul redoublement est autorisé ;
- lors de la deuxième année de scolarité, les quatrième et cinquième phases (respectivement une semaine en février et deux semaines en juillet) correspondent au maintien des qualifications acquises (tir, instruction sur le tir de combat, etc.) et à la consolidation des acquis (préparation opérationnelle individuelle du combattant, sorties combat, etc.) ;
- la sixième phase correspond à la formation continue (manœuvre à pieds, topographie, règlement militaire, etc.) dispensée au cours des deux années de présence des ET au sein de l'EETAA 722.

Des résultats insuffisants peuvent amener à la présentation devant le conseil d'instruction dont la composition et le fonctionnement sont définis dans le décret de référence.

Le comportement de chaque élève est évalué au travers d'une note d'adaptation à la vie militaire (NAVVM). L'attribution de cette note est fondée sur l'appréciation de trois domaines fondamentaux : le comportement général, les qualités personnelles et le comportement relationnel. Une NAVVM inférieure à 10/20 peut amener à la présentation devant le conseil d'instruction.

L'enseignement se déroule sur deux années pour les élèves admis aux concours sur épreuves « baccalauréat » ou au concours sur titre « CAP » et sur une année pour les élèves admis au concours sur titre « baccalauréat ». Le suivi des élèves est assuré par le bureau « scolarité et examen ».

Chaque année est découpée en semestres. Les programmes d'instruction sont strictement conformes au *Bulletin officiel de l'éducation nationale*. À ce titre, les élèves engagés dans un cursus d'enseignement professionnel (baccalauréat ou CAP) effectuent des périodes de formation en milieu professionnel (PFMP).

La moyenne générale exigée tout au long de la scolarité est de 10/20, une moyenne inférieure peut amener à la présentation devant le conseil d'instruction.

Les programmes d'éducation physique et sportive comprennent des séances d'éducation physique, de sport collectif et de natation conformément aux programmes et modes d'évaluation de l'éducation nationale. Par ailleurs, des épreuves à caractère militaire (endurance, natation et parcours d'obstacles) sont effectuées lors

des examens du CAM et du CME.

3. CONDITIONS DE VIE À L'ÉCOLE.

Les élèves sont soumis au régime de l'internat et logés en chambres collectives. Les élèves féminins sont en logement séparé. Les repas sont pris au mess élèves. Les activités de loisirs sont pratiquées au foyer, au cinéma, sur le plateau sportif ou dans des installations extérieures au site. La journée type commence à 6 h 30 et se termine à 22 h 30.

Toute dégradation volontaire de matériel est imputée financièrement à l'élève.

Sauf dispositions particulières définies expressément et à l'exception des trajets aller et retour des permissions, le port de la tenue militaire est obligatoire. Elle doit être d'une correction absolue et ne comporter que des effets réglementaires. Dans l'enceinte de l'école, en dehors des bâtiments, le port de la coiffe est obligatoire.

La tenue civile, lorsqu'elle est autorisée, doit demeurer correcte et sans excentricité.

La coupe de cheveux est soumise aux exigences de l'hygiène, de la sécurité et du port des effets et des équipements spéciaux. La coupe de cheveux doit être nette, propre et adaptée au port de la coiffe réglementaire. Pour les élèves féminins, les cheveux longs sont portés en chignon et tenus par des barrettes, un filet ou un élastique de couleur neutre. La coupe de cheveux entre élèves est strictement interdite.

Les *piercings* sont interdits. Le port de bijoux discrets est toléré à l'exception des boucles d'oreilles pour le personnel masculin. Le port de pendentifs est interdit.

Le salut est la marque extérieure par laquelle un militaire rend les honneurs. Les élèves doivent systématiquement le salut aux officiers et sous-officiers qu'ils sont amenés à rencontrer. Les élèves doivent également le salut au drapeau.

En cas de comportement anormal ou d'évènement suspect, le commandement peut prescrire un dépistage de l'imprégnation alcoolique, ou de la consommation de produits stupéfiants, pendant et en dehors des heures ouvrables. Un contrôle peut également être réalisé à la demande d'une personne qui souhaite faire preuve de son état face à une suspicion dont elle ferait l'objet.

Toutes les activités qui s'apparentent à un bizutage sont sanctionnées par la loi. Les articles du code pénal disposent :

- article 225-16-1 : « Hors les cas de violences, de menaces ou d'atteintes sexuelles, le fait pour une personne d'amener autrui, contre son gré ou non, à subir ou à commettre des actes humiliants ou dégradants lors de manifestations ou de réunions liées aux milieux scolaire et socio-éducatif est puni de six mois d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amende » ;

- article 225-16-2 : « L'infraction définie à l'article 225-16-1 est punie d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende lorsqu'elle est commise sur une personne dont la particulière vulnérabilité, due à son âge, à une maladie, à une infirmité, à une déficience physique et psychique ou à un état de grossesse, est apparente ou connue de son auteur » ;

- article 225-16-3 : « Les personnes morales déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par l'article 121-2, des infractions définies aux articles 225-16-1 et 225-16-2 encourent, outre l'amende suivant les modalités prévues par l'article 131-38, les peines prévues par les 4° et 9° de l'article 131-39 ».

Des heures d'études supplémentaires obligatoires, sous surveillance, peuvent être mises en place hors des créneaux d'instruction ou durant le week-end.

La connaissance du cérémonial et des valeurs qui s'y rattachent fait partie intégrante de la formation dispensée à l'EETAA. À ce titre, les élèves participent à de nombreuses cérémonies à caractère militaire, protocolaire ou commémoratif.

4. RÉGIME DES PERMISSIONS.

Les élèves ne peuvent prétendre à aucune permission pendant le premier mois de présence à l'école, sauf motif dûment justifié.

Après ce délai, ils peuvent bénéficier de quartiers libres dans les conditions fixées par le commandant de l'école. L'octroi du quartier libre est soumis à l'autorisation du représentant légal pour l'élève mineur.

Les élèves bénéficient de permissions de 48 ou de 72 heures accordées par le commandant de l'école ou son délégataire. L'élève est libéré à l'issue des cours et doit réintégrer l'école en fonction de la date définie par le commandement avant 22 h 00. Le principe et les horaires du quartier libre sont, à tout moment, susceptibles d'être modifiés à la diligence du commandant de l'école.

L'emploi du temps des élèves est aménagé le week-end, en fonction des activités de formation et de détente planifiées. Des conférences, des cours, des contrôles ou des activités militaires peuvent être également programmés le samedi.

Les élèves bénéficient de permissions durant les vacances d'hiver (une semaine), de printemps (une semaine), d'été (environ cinq semaines), de la Toussaint (environ une semaine) et de Noël (environ deux semaines).

Sur présentation d'un justificatif, le commandant de l'école ou son délégataire accorde les permissions pour événements familiaux.

5. DISPOSITIONS DIVERSES.

L'instruction n° 22461/DEF/DRH-AA/EM/ESOM du 5 août 2009 portant règlement intérieur de l'école d'enseignement technique de l'armée de l'air est abrogée à compter du 29 août 2015.

La présente instruction entrera en vigueur à compter de cette même date.

Le directeur des ressources humaines de l'armée de l'air est chargé de l'exécution de la présente instruction qui sera publiée au *Bulletin officiel des armées*.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

*Le général de corps aérien,
directeur des ressources humaines de l'armée de l'air,*

Claude TAFANI.